



Vendredi 4 janvier 1957,
 à 15 h. 20

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 27 de l'ordre du jour :

- Développement économique des pays sous-développés
 (suite) :
- a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc*;
 - b) Problèmes fiscaux internationaux: rapport du Conseil économique et social;
 - c) Industrialisation des pays sous-développés
- Discussion générale (suite)..... 125

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192) [suite]:

- a) **Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc* (A/3134 et Corr.2);**
- b) **Problèmes fiscaux internationaux: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Industrialisation des pays sous-développés**

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. LAWRENCE (Libéria) dit que sa délégation est heureuse d'apprendre que d'autres pays ont accompli des progrès économiques rapides et que des dispositions sont prises pour hâter encore ces progrès.

2. Le Libéria est un pays sous-développé; il est surtout agricole mais des études récentes montrent qu'il a de vastes ressources minérales et hydrologiques. Avec une population de 3 millions d'habitants sur un territoire de 111.800 kilomètres carrés, le Libéria souffre d'une grave pénurie de main-d'œuvre et manque du personnel qualifié et des ressources financières nécessaires à son développement économique. Le programme gouvernemental pour la formation technique d'étudiants à l'étranger a déjà donné de bons résultats, mais une activité accrue dans le secteur agricole et le secteur commercial vient ajouter aux besoins. Le Libéria profite des avantages offerts par les institutions spécialisées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et bénéficie d'arrangements bilatéraux conclus avec l'International Co-operation Administration des Etats-Unis. Un problème important demande cependant à être résolu d'urgence: celui des transports. Le Libéria est un pays montagneux et les précipitations y sont abondantes. Ces conditions rendent très onéreux la construction et l'entretien des routes. En outre, à mesure que de nouvelles régions

s'ouvrent à l'agriculture, il faut de plus en plus de routes. L'expérience faite par le Libéria lorsqu'il a voulu obtenir d'une des institutions internationales de crédit un prêt destiné à des constructions routières a été plutôt décevante.

3. Le Libéria a cherché à stimuler l'afflux des capitaux étrangers par l'offre de conditions avantageuses pour les deux parties et, de ce fait, de nouvelles industries se sont installées dans le pays. Le Gouvernement libérien souhaite que l'on constitue le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, car, à son avis, des prêts de caractère multilatéral ne comportant pas de conditions restrictives sont le meilleur moyen de financer l'aménagement des ouvrages d'infrastructure et des services publics indispensables au pays. M. Lawrence regrette donc que ceux qui pourraient financer le Fonds spécial le plus facilement paraissent hésiter à le faire. On a dit que les guerres commençaient dans l'esprit des peuples; le représentant du Libéria dirait en précisant qu'elles commencent dans l'esprit des peuples mécontents. Il est, semble-t-il, paradoxal que les pays qui hésitent à souscrire au Fonds spécial soient justement ceux-là mêmes qui se hâtent d'accorder des secours en cas de famine, d'épidémie ou de toute autre calamité que le Fonds aurait précisément pour tâche d'éviter. Aussi M. Lawrence adresse-t-il un appel à ces pays et leur demande-t-il instamment d'entreprendre sans plus tarder la grande œuvre humaine à laquelle la situation les invite.

4. M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) souligne que la question du développement économique n'est pas seulement importante pour les pays dont l'économie est encore insuffisamment développée: elle intéresse tous les pays du globe. Le Conseil économique et social a l'insigne mérite d'avoir retenu sur ce sujet l'attention du monde, mais, en dépit du tableau assez souriant qu'a brossé le représentant des Etats-Unis (409^e séance), on ne peut dire que l'économie mondiale s'est développée de façon satisfaisante. Les pays hautement industrialisés sont parvenus à un certain degré de stabilité économique, mais on ne retrouve pas cette stabilité dans l'économie des pays sous-développés. C'est encore à la partie relativement faible de la population mondiale qui vit dans les pays les plus avancés sur le plan économique que va la plus grande part du revenu mondial. Même les pays industriels ne peuvent se permettre d'envisager cette situation avec satisfaction car ils manqueront bientôt d'acheteurs pour les produits que les techniques modernes leur permettent de fabriquer à un rythme sans cesse accéléré. En outre, il est de fait qu'une fraction importante des ressources qui devraient servir à satisfaire les besoins civils est gaspillée en armements. A ce propos, il conviendrait que les Membres de l'Organisation des Nations Unies mettent en application les principes de la Charte.

5. Ainsi qu'il est reconnu dans la Charte, la stabilité

et la prospérité économiques sont des conditions préalables à l'établissement de relations pacifiques et amicales entre les nations. Or, la stabilité politique est aujourd'hui menacée parce que, dans une partie du monde, les peuples ne sont pas disposés à accepter un niveau de vie moins élevé que celui des peuples d'une autre partie du monde. Mais les pays économiquement sous-développés ne peuvent s'aligner sur les pays industriels sans l'appui spontané de ceux-ci. Deux choses sont indispensables : des capitaux et des connaissances techniques. On a souvent dit qu'on ne pourrait pas y parvenir tant que la confiance ne régnerait pas entre les nations ; cependant, il est indéniable que l'instabilité politique est souvent due au manque de ces ressources et que parfois, même lorsque la confiance règne, les capitaux nécessaires ne sont pas fournis. La pénurie de capitaux dans le monde tient surtout au fait qu'à l'heure actuelle, le niveau de la consommation est généralement très élevé. En même temps, les détenteurs de capitaux ne sont prêts à les investir que dans des entreprises qui garantissent un revenu élevé, comme les industries extractives déjà anciennes. En outre, si les pays industriels jouissent d'une certaine stabilité économique, leur demande de produits primaires n'est pas toujours constante. Il en résulte, pour les pays sous-développés, une incertitude quant aux recettes qu'ils pourront tirer de leurs exportations, ce qui les empêche de lancer avec confiance des plans de développement.

6. Il est vrai que l'économie précaire des pays sous-développés est, pour une large part, une tare léguée par le colonialisme, mais cela n'empêche pas de se demander ce que font eux-mêmes ces pays pour améliorer leur situation. Ceylan est tributaire de ses exportations de thé, de caoutchouc et de noix de coco, qui lui procurent le tiers de son revenu national brut ; en outre, ces industries d'exportation emploient 30 pour 100 de sa main-d'œuvre. Comme les prix mondiaux des produits en question sont sujets à de nombreuses fluctuations, Ceylan a dû prévoir une certaine souplesse dans l'exécution de ses plans de développement. Néanmoins, au cours des cinq dernières années, 28 à 38 pour 100 des crédits budgétaires ont été annuellement dépensés en biens d'équipement. La presque totalité des dépenses de capital ont été financées sur les recettes nationales ; le pays n'a fait d'importants emprunts à l'étranger qu'en 1953-1954. Toutefois, ses ressources sont limitées à ses besoins croissants.

7. Il faudra donc que Ceylan cherche une assistance à l'extérieur. Mais les moyens dont disposent actuellement les organismes chargés de fournir des fonds pour le développement économique sont insuffisants : le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne peuvent pas répondre à toutes les demandes qui leur sont adressées. Quant à la Société financière internationale, elle n'a pas encore fait ses preuves et elle sera forcément obligée d'être très prudente pendant les premières années de ses opérations. C'est pourquoi la délégation de Ceylan appuie fermement la proposition visant à créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et fait siennes les vues exprimées dans l'*Etude sur l'économie mondiale 1955* (E/2864), savoir que l'on pourrait faire beaucoup plus pour encourager le développement économique des régions sous-développées, en application des Articles 55 et 57 de la Charte des Nations Unies.

8. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) fait savoir que son gouvernement partage l'avis des délégations qui

ont signalé que le développement de la coopération économique internationale, la normalisation des relations économiques entre États et l'expansion du commerce international étaient les bases indispensables de la confiance et de l'amitié entre les nations, de la prospérité mondiale et d'une paix durable. C'est dans l'espoir d'atteindre ces objectifs que la Tchécoslovaquie cherche à développer ses relations économiques avec tous les pays. Elle estime que les organes des Nations Unies devraient s'attacher tout particulièrement à l'étude des problèmes économiques fondamentaux ; il ne faudrait pas, toutefois, qu'ils se contentent de discuter car ils doivent aussi rechercher des solutions pratiques, comme les y invitent, en termes précis, les Articles 55 et 56 de la Charte.

9. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'écart entre les pays peu développés du point de vue économique et ceux qui le sont davantage n'a cessé de grandir. Par exemple, la production agricole en Asie et en Extrême-Orient n'a pas atteint son niveau d'avant guerre et la production industrielle dans les pays de l'Amérique latine a marqué une tendance à la stagnation. Ce qu'a dit M. Nehru à propos de l'Inde à la douzième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient¹ est valable pour d'autres pays et l'on ne peut nier que les difficultés auxquelles se heurtent tous les pays sous-développés sont dues, pour une large part, au colonialisme. Par conséquent, lorsqu'on envisage leur développement économique il faut soigneusement éviter tout ce qui pourrait rappeler le colonialisme et se préoccuper essentiellement des véritables besoins et des véritables intérêts de ces pays. Ces intérêts ne peuvent être mieux servis que dans des conditions de paix et de non-militarisme. L'exemple de l'Asie et de l'Extrême-Orient montre que les pays qui comptent sur leurs propres ressources et ne sont parties à aucun pacte militaire font des progrès plus rapides que ceux qui reçoivent, de l'extérieur, une aide qui leur est accordée au prix de conditions militaires ou politiques ou de leur adhésion à des pactes militaires.

10. En ce qui concerne les trois subdivisions du point 27 de l'ordre du jour, la délégation tchécoslovaque estime que la question des problèmes fiscaux internationaux est peu importante car les capitalistes privés s'intéressent plus à leurs profits qu'au bien-être des pays peu développés. L'industrialisation, au contraire, est un aspect fondamental du développement économique. Les pays sous-développés ont montré l'importance qu'ils y attachent en s'efforçant de développer leurs ressources énergétiques et de créer des industries clefs. L'expansion de la production agricole qui représente l'essentiel du revenu national des pays sous-développés dépend elle-même des progrès de l'industrie. De l'industrialisation dépend également toute amélioration du niveau de vie des habitants de ces pays. Les progrès accomplis dans l'Inde et dans la République populaire de Chine montrent ce qu'il est possible de faire dans des pays que l'on qualifiait d'arriérés.

11. La Tchécoslovaquie, où l'industrie et l'agriculture ont atteint un stade de développement avancé, fait tout ce que lui permettent ses ressources pour aider les pays sous-développés ; elle leur fournit des biens d'équipement et elle est prête à les aider de toute autre manière possible, soit par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, soit à la faveur d'accords bilatéraux. Elle n'est pas satisfaite des résultats pratiques auxquels ont abouti, jusqu'ici, les négociations menées, dans le

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Supplément No 2, annexe 1.

cadre de l'Organisation des Nations Unies, en vue de favoriser l'industrialisation. Il est vrai que, dans ce domaine, tout progrès dépend, dans une large mesure, des ressources financières que l'on peut mobiliser. Les fonds devraient, évidemment, provenir essentiellement de l'épargne nationale; le capital étranger ne devrait jouer qu'un rôle complémentaire. Etant donné que les détenteurs de capitaux privés sont inévitablement égoïstes, la délégation tchécoslovaque estime qu'il serait préférable que l'apport de capitaux étrangers soit assuré par des traités entre Etats qui prévoiraient des prêts à long terme sans conditions politiques, économiques ou stratégiques. De fait, la Tchécoslovaquie fournit une aide de ce genre à un certain nombre de pays sous-développés, notamment à l'Indonésie et à l'Afghanistan.

12. La Tchécoslovaquie appuie la proposition relative à la création, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'un organisme spécial chargé de s'occuper des problèmes de l'industrialisation. Elle est également d'avis de créer immédiatement le Fonds spécial, sans attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement bien qu'il soit évident que les sommes libérées par un tel accord viendraient grossir de façon appréciable les avoirs du Fonds. La délégation de la Tchécoslovaquie s'associe à celle de la Yougoslavie qui avait proposé, à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social (947ème séance), de confier au Comité *ad hoc* le soin de rédiger un statut pour le Fonds spécial.

13. Pour que les pays sous-développés puissent accumuler plus rapidement des ressources qui leur soient propres, il est indispensable qu'ils participent plus largement au commerce mondial, se procurant ainsi les devises étrangères dont ils ont besoin, et que leurs matières premières leur soient payées à des prix équitables et raisonnables. Le commerce de la Tchécoslovaquie avec les pays sous-développés a plus que doublé au cours des deux dernières années et, comme sa production industrielle est en augmentation, la Tchécoslovaquie espère que le volume de ses échanges continuera de s'accroître. Elle accueillera donc avec satisfaction toute suggestion qui tendrait à développer le commerce mondial en général, en créant par exemple une organisation commerciale mondiale.

14. Le Gouvernement tchécoslovaque est persuadé que le règlement des problèmes économiques et sociaux actuels contribuerait beaucoup à réduire la tension internationale et à créer les conditions nécessaires à un relèvement général des niveaux de vie. La coopération économique ne peut être efficace si l'on n'entreprend pas, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, une action aussi large que possible; aussi la délégation tchécoslovaque appuie-t-elle la proposition de la délégation soviétique concernant la convocation d'une conférence économique mondiale qui, à son avis, aiderait à résoudre un grand nombre des principaux problèmes économiques mondiaux.

15. M. GROOTJANS (Belgique) rappelle que, dans sa déclaration à la 402ème séance, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a souligné que les pays industriels avaient remarquablement réussi à maintenir le plein emploi en temps de paix, alors que dans les 10 années antérieures à la guerre ils avaient connu un chômage massif; le Sous-Secrétaire a fait également observer que le nouvel essor de la production, des revenus et de l'emploi depuis la fin des hostilités en Corée s'était produit sans l'appui massif d'une demande non satisfaite et malgré d'importantes réductions des budgets de défense. Pourtant, on avait souvent

affirmé devant la Commission que l'économie de ces pays s'effondrerait sans le soutien artificiel des dépenses militaires. La Belgique, pour sa part, aspire au jour où les conditions lui permettront de réduire sans risque son budget militaire.

16. Le Sous-Secrétaire a dit aussi qu'à l'heure actuelle le véritable problème, pour bien des gouvernements, n'était pas tant de trouver le moyen de maintenir le plein emploi mais plutôt de concilier d'une part un niveau d'emploi élevé et une demande croissante avec, d'autre part, la stabilité des prix et l'équilibre de la balance des paiements. Pendant ces dernières années, la Belgique a connu des prix relativement stables, un très haut niveau de production industrielle, un recul sensible du chômage et un volume d'exportations sans précédent. Aux niveaux remarquablement élevés qu'ils ont atteints, la production et l'emploi ont contribué à créer des poussées inflationnistes, notamment dans les mois qui ont précédé la crise du canal de Suez, mais le gouvernement a pris des contre-mesures portant sur les prix, les salaires, les bénéfices industriels et les dépenses publiques.

17. Il est indispensable à un pays où trois ouvriers sur cinq travaillent pour l'exportation de maintenir sa position sur le marché international. Parmi les facteurs qui ont contribué, ces dernières années, à la prospérité de l'économie belge, il faut mentionner la situation géographique favorable du pays, l'ardeur et la compétence professionnelles bien connues de ses travailleurs et de ses industriels, les efforts constants qui sont déployés pour accroître la productivité, une politique sociale progressiste, l'application du principe de la liberté des échanges économiques, l'existence du Benelux et les efforts d'intégration de l'Europe occidentale.

18. Comme l'a fait remarquer le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, une intégration plus poussée de l'économie de l'Europe occidentale consoliderait la position du reste du monde. A l'époque actuelle, il convient d'insister sur l'interdépendance des Etats, plutôt que sur leur souveraineté absolue. La prospérité de l'Europe occidentale, à laquelle est étroitement liée celle du monde entier, est menacée par la fermeture du canal de Suez. Tous les pays doivent coopérer afin de dégager le canal de Suez aussitôt que possible et de résoudre les problèmes connexes qui se posent pour l'avenir.

19. Le Sous-Secrétaire a signalé que, depuis la guerre, le rythme du progrès industriel a été extrêmement rapide dans les pays à économie planifiée. Cependant, il semble que dans le secteur des biens de consommation et dans celui de l'agriculture, la production n'a pas augmenté dans la même mesure que dans les industries de base.

20. A propos de la situation des pays sous-développés, le Sous-Secrétaire a fait observer que, malgré de nombreux facteurs encourageants, le problème de la misère des masses était loin d'avoir été résolu et que l'écart entre le revenu par habitant dans les pays développés et dans les pays sous-développés s'était accentué.

21. Le monde a pleinement conscience de la gravité des problèmes qui se posent. Depuis la guerre, les principaux pays industriels ont contribué de diverses manières au développement économique des pays sous-développés. Fidèle à sa longue tradition, la Belgique a joué son rôle dans cet effort de développement, en particulier dans les territoires dépendants dont elle a la charge. Certes, il reste beaucoup à faire, mais

aucun observateur impartial ne peut contester que des progrès considérables ont été réalisés au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

22. La Belgique envoie des ingénieurs, des techniciens et des capitaux dans les pays sous-développés; elle exporte ses articles manufacturés dans le monde entier et elle importe des produits de tous les pays sous un régime douanier très libéral. Elle participe aux programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et elle espère étendre à l'avenir cette participation. Elle a participé à l'action de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui, depuis sa création, a investi près de 3 milliards de dollars, et elle compte participer à l'œuvre de la Société financière internationale; à l'égard du Fonds spécial, elle a une attitude positive, mais réserve sa décision jusqu'à ce que l'existence du Fonds spécial soit assurée par l'appui des principales puissances industrielles.

23. Malheureusement, le problème de la stabilisation des marchés et des prix des produits de base est difficile à résoudre. Les accords intergouvernementaux sur le commerce des produits de base ont contribué à sa solution, mais seulement dans une faible mesure.

24. Dans les organes des Nations Unies, on a tendance à sous-estimer l'importance du capital privé et à insister sur celle du capital public en matière de financement. Sans vouloir diminuer l'importance du capital public, M. Grootjans fait observer que, de 1953 à 1955, les exportations de capitaux des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont atteint en moyenne 2 milliards 300 millions de dollars. On a également tendance à opposer le capital privé au capital public lorsqu'il s'agit de développement économique; or l'un et l'autre sont soumis à une même condition: dans les deux cas, il faut que les capitalistes soient disposés à investir. De plus en plus, les peuples favorisés des pays industriels comprennent combien il est important d'aider les pays sous-développés. Une atmosphère de stabilité, de confiance, de compréhension, de coopération et d'amitié les encouragerait à participer plus largement aux efforts déployés pour élever le niveau de vie de tous les peuples.

25. M. LYCHOWSKI (Pologne) dit qu'une discussion économique d'une envergure sans précédent est en cours en Pologne à l'échelon national. Cette discussion porte sur les réalisations économiques des dernières années, pendant lesquelles la Pologne est passée du stade du sous-développement économique à un niveau d'industrialisation assez élevé et met en lumière toutes les erreurs imputables au fait que le progrès économique de la Pologne a parfois été accompli au prix de trop grands sacrifices. L'expérience de la Pologne pourrait être utile à d'autres pays qui traversent une période d'industrialisation rapide.

26. Avant la guerre, la Pologne était économiquement arriérée. Pendant la guerre, elle a éprouvé des pertes considérables. Dix ans après la fin de la guerre, la Pologne est devenue un pays d'une productivité industrielle relativement élevée. Avant la guerre, le nombre des travailleurs de l'industrie n'atteignait pas 860.000, mais, en 1955, les travailleurs non agricoles étaient plus de 5,8 millions. Ainsi, au cours des 10 dernières années, la Pologne a résolu son problème économique fondamental, celui d'un pays relativement surpeuplé où le chômage sévissait dans l'agriculture. Depuis que ce problème ne se pose plus, la Pologne, où il existe maintenant une pénurie plutôt qu'un excédent de main-d'œuvre agricole, peut être considérée comme un pays

où l'industrie prédomine. En 1955, la moitié du revenu national provenait de l'industrie, y compris l'artisanat, l'agriculture n'entrant en ligne de compte que pour 26,6 pour 100.

27. Ces réalisations sont dues principalement à la planification qui a été inséparablement liée au changement intervenu dans le système économique et social. La mise au point économique qui se fait actuellement en Pologne n'est pas due à la conviction que les principes de l'économie planifiée sont erronés, mais au fait que les principes éprouvés de l'industrialisation socialiste ont parfois été appliqués d'une manière trop automatique; le plus souvent, on s'est servi de méthodes, excellentes en principe, mais qui ne convenaient pas aux conditions particulières de la Pologne; parfois, elles ont été appliquées maladroitement et inefficacement.

28. Les graves erreurs commises dans l'élaboration et dans l'exécution des plans économiques se sont traduites par une disproportion entre le pourcentage du revenu national destiné à la formation de capital et le pourcentage consacré à la consommation, c'est-à-dire à l'élévation du niveau de vie de la population. L'objectif économique d'un pays en voie d'industrialisation doit être de maintenir un juste équilibre entre l'accumulation et la consommation. Le fait que la population urbaine de la Pologne a augmenté de 4,5 millions de personnes au cours des 10 dernières années a, lui aussi, contribué à augmenter la demande de biens de consommation. Les erreurs commises en Pologne ne peuvent manquer d'intéresser tous les pays sous-développés qui espèrent élever leur niveau de vie en diversifiant judicieusement leur production.

29. C'est une exagération de dire qu'en consacrant la plupart de ses efforts au développement de l'industrie lourde, la Pologne a négligé de développer son agriculture et ses industries de consommation. En réalité, le développement de ces dernières a été dépassé par l'expansion rapide de l'industrie lourde. En 1955, la production agricole, évaluée en prix constants, a été de 9 pour 100 supérieure à celle de 1937.

30. L'élévation du niveau de vie de la nation est le principal objet de la discussion qui s'est ouverte dans tout le pays et le nouveau plan quinquennal est conçu pour améliorer les conditions de vie dans le délai le plus bref possible. A ce propos, il ne faut pas oublier que la consommation moyenne par habitant en Pologne est actuellement beaucoup plus importante qu'avant la guerre.

31. Diverses mesures administratives vont être prises afin d'assouplir la méthode suivie jusqu'à présent pour mettre en œuvre les plans économiques; les entreprises socialistes jouiront d'une autonomie plus grande et la main-d'œuvre sera représentée dans les organismes directeurs. Les difficultés économiques éprouvées par la Pologne sont d'un caractère passager et l'énorme potentiel industriel du pays permettra de les surmonter.

32. Désireuse de résoudre rapidement ses difficultés, la Pologne tient à développer ses relations économiques avec tous les pays. Les échanges commerciaux avec les pays capitalistes ont été particulièrement lents à s'accroître car certains de ces pays ont recours à des pratiques discriminatoires. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que plus de 70 pour 100 des échanges de la Pologne se fassent il y a quelques années encore avec les pays socialistes. Par ses livraisons de machines et de matériel divers, l'Union soviétique a beaucoup aidé la Pologne à s'industrialiser. Les

accords économiques conclus le 18 novembre 1956 entre la Pologne et l'Union soviétique ont résolu certains des problèmes que posent les très nombreuses transactions commerciales et financières entre les deux pays.

33. La suppression des barrières artificielles dans certains pays capitalistes a permis à la Pologne d'accroître de plus de 28 pour 100, pour 1954-1955 seulement, son commerce avec l'Europe occidentale et les pays d'outre-mer. Les échanges commerciaux avec les pays industrialisés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ont augmenté de 23 pour 100, alors qu'avec les pays sous-développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ils ont augmenté de 50 pour 100 pendant la même période. Le volume des échanges de la Pologne avec les pays économiquement sous-développés hors d'Europe ne cesse d'augmenter régulièrement.

34. Le problème du développement économique des pays sous-développés, loin d'être résolu, a pris plus d'acuité. La principale difficulté tient au manque de capitaux. Quoi qu'on puisse dire de la nécessité d'une aide extérieure accrue, il est clair que c'est le revenu national de chacun de ces pays qui doit constituer la source principale de capitaux. Mais le revenu par habitant y est si faible que l'accumulation de capital indispensable pour stimuler la production doit être nécessairement modeste. *L'Etude sur l'économie mondiale, 1955*, montre clairement l'écart qui existe dans le taux d'accumulation du capital entre les pays développés et les pays sous-développés: au cours de la période allant de 1938 à 1954, la production par habitant a augmenté de 76 ou 77 pour 100 aux Etats-Unis et au Canada, tandis que, dans les pays de l'Asie du Sud-Est, elle diminuait de 8 pour 100.

35. Au cours du XIXème siècle et au début du XXème, le revenu par habitant, l'accumulation de capital et le degré de développement variaient d'un pays à l'autre, mais il n'y avait pas, entre le rythme de développement des pays riches et celui des pays pauvres, l'écart que l'on constate aujourd'hui. Les pays pauvres sont handicapés non seulement par la faiblesse du taux de leurs investissements, mais encore par le fait que la demande des principaux articles qu'ils produisent a diminué. Ce phénomène, dû en partie aux transformations techniques qu'a subies la production industrielle, a sa cause principale dans le fait que les pays avancés ont augmenté eux-mêmes leur production de matières premières. En particulier, les pays qui, dans une large mesure, produisent assez de matières premières et de denrées alimentaires pour eux-mêmes, le Canada et les Etats-Unis notamment, ont considérablement augmenté leur production industrielle. Cependant, la production primaire sera pendant longtemps la seule source réelle de richesse nationale dans les pays sous-développés et le seul moyen, pour eux, de financer leur développement économique.

36. La délégation polonaise est d'avis d'élargir autant que possible l'assistance aux pays sous-développés et donne son appui à tout ce que l'Organisation des Nations Unies fait dans ce sens. Le problème est si vaste, cependant, que l'aide extérieure ne peut suffire à le résoudre. Le représentant de la France a mis en contraste les centaines de milliards de dollars qui se dépensent chaque année pour les armements avec l'aide financière dont les pays sous-développés ont besoin et celle qu'ils reçoivent en réalité. Il est clair que les dépenses militaires pèsent lourdement sur l'économie mondiale et il importe au plus haut point de n'épargner aucun effort pour arriver au désarmement. Les 250 millions de dollars que l'on a proposés pour le Fonds

spécial ne permettraient d'apporter qu'une aide très modeste et ce montant a même été critiqué par les pays économiquement développés.

37. Les efforts tentés par l'Organisation des Nations Unies pour résoudre le problème qui se pose aux pays sous-développés ont été jusqu'ici fragmentaires et isolés. On a fait un travail utile, mais chacun convient qu'il ne représente qu'une petite fraction de ce qui est nécessaire. Certains pays semblent peu disposés à s'attaquer à l'ensemble du problème. On a dit, au cours des premières semaines du débat, que les problèmes politiques dominaient tous les autres et qu'il était impossible de faire davantage dans le domaine économique. La délégation polonaise croit que c'est le contraire qui est vrai. Les causes de la récente tension politique ont été d'ordre économique, comme la délégation yougoslave l'a déjà fait observer, et l'Organisation des Nations Unies devrait essayer d'élaborer un plan complet pour les éliminer.

38. Le seul plan d'ensemble qui ait été proposé à la Commission est celui qui figure dans le projet de résolution de l'Union soviétique concernant la convocation d'une conférence économique mondiale (A/C.2/L.282), que la délégation polonaise appuiera. Il est étrange que cette proposition n'ait pas eu un écho plus favorable. Le moment est venu, en effet, d'examiner de façon approfondie les problèmes économiques qui se posent aux gouvernements du monde entier. La Commission peut en tout cas compter sur l'entier concours et l'appui total de la délégation polonaise pour toutes les questions intéressant le développement économique.

39. M. ISIK (Turquie) constate qu'en ce qui concerne le développement économique des pays sous-développés, les Nations Unies sont passées du stade de la discussion à celui des réalisations pratiques. Le moment est venu pour les pays développés et les pays sous-développés d'oublier leurs querelles et d'établir de concert un plan qui profitera à l'humanité tout entière. En présentant des propositions concrètes d'action future (403ème séance), le représentant de la France a donné un exemple que d'autres feraient bien de suivre.

40. Il est évident que le développement des pays sous-développés est une tâche qui incombe au premier chef à ces pays eux-mêmes, mais les pays avancés ne sauraient rester indifférents à leurs efforts. La conception selon laquelle le développement des pays sous-développés dépend de la générosité des pays hautement industrialisés est erronée; ce développement devrait plutôt être considéré comme un moyen d'instaurer la paix et la prospérité dans le monde entier et, par conséquent, comme une question d'importance vitale pour tous les pays, riches et pauvres. Il ne faut pas oublier non plus l'aspect humanitaire du problème.

41. La tâche est extrêmement complexe. Les mesures isolées ne sont que des palliatifs et le problème tout entier doit être abordé sur un large front. Il ne suffit pas que les gouvernements participent aux actions communes dont on aurait établi le plan; il faut aussi que chacun d'eux ait constamment présents à l'esprit, même lorsqu'il élabore ses propres programmes de développement, ce que sont les besoins des pays sous-développés et qu'il s'abstienne de toute politique qui pourrait être contraire à l'intérêt de ces pays. Cela est particulièrement vrai des pays industrialisés, dont les décisions en matière de prix, par exemple, peuvent avoir une influence profonde sur l'économie des pays sous-développés. Il faut espérer que l'Organisation des Nations Unies parviendra à mettre au point un

système qui permette à chaque gouvernement de faire cadrer sa politique économique et commerciale avec l'intérêt des pays sous-développés.

42. Le représentant de l'Australie a fort justement rappelé les termes des Articles 55 et 56 de la Charte. Il est indispensable que les pays ne détruisent pas, par leur action unilatérale, ce qu'ils cherchent à édifier par leur effort commun. Le représentant de la France a fait aussi une heureuse suggestion en proposant la création d'un organe des Nations Unies chargé des questions commerciales. Cet organe, outre qu'il aiderait à trouver des débouchés pour les matières premières produites dans les pays sous-développés, pourrait aussi encourager les gouvernements à tenir compte des intérêts de ces pays dans l'élaboration de leur politique nationale. L'organisation proposée pourrait aider les pays sous-développés dans bien d'autres domaines encore.

43. Une des plus grandes difficultés auxquelles les pays sous-développés ont à faire face est le manque de capitaux. Leurs besoins à cet égard sont bien plus grands que ceux des autres pays et il faudra qu'on les aide pendant une plus longue période. L'aide financière peut prendre la forme d'investissements publics ou privés, de prêts ou de subventions et faire l'objet d'accords multilatéraux ou bilatéraux. Il ne faudrait pas s'attacher à une seule méthode; au contraire, il conviendrait de tirer parti de chacune d'elles dans la mesure où elle est adaptée aux besoins du pays considéré.

44. Bien des pays ont pris des mesures pour attirer les capitaux étrangers. La Turquie, par exemple, a adopté le 9 août 1951 une loi accordant des conditions très favorables aux capitalistes étrangers. La somme des capitaux investis en Turquie n'en reste pas moins très inférieure aux besoins. Dans cet ordre d'idées, la délégation colombienne a présenté quelques suggestions très précieuses sur le rôle des capitaux privés dans le développement des pays sous-développés.

45. Il est généralement admis, en théorie, que l'octroi de capitaux publics devrait se faire en vertu d'accords multilatéraux mais, étant donné la situation politique mondiale, les pays sont encore pratiquement contraints de se grouper pour sauvegarder leur indépendance politique et économique. Il faudra donc que l'aide bilatérale continue pendant un certain temps. Aucun pays ne pourrait accepter de renoncer à sa souveraineté politique simplement pour favoriser son développement économique. Les divers groupements régionaux, tels que l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, le Pacte de Bagdad, l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est et le Plan de Colombo, répartis dans le monde, ont contribué à empêcher l'asservissement de certains pays par d'autres et ont épargné au monde le désastre d'une nouvelle guerre. En même temps, ils ont permis aux pays de poursuivre pacifiquement leur développement économique. Le rôle joué par les Etats-Unis, qui ont aidé d'autres pays en s'abstenant de toute ingérence, mérite particulièrement d'être signalé.

46. Outre la situation politique actuelle, l'attitude des principaux contributeurs éventuels milite contre l'établissement d'un système multilatéral d'aide aux pays sous-développés. Il ne faudrait pas toutefois classer l'affaire, et le Fonds spécial devrait être créé sans retard. Même si le champ d'activité du Fonds est modeste pour commencer, il pourra être étendu lorsque la situation politique sera plus favorable. Les problèmes qui se posent sont évidents et ce sont peut-être des comités techniques qui seraient le mieux placés pour les résoudre. On pourrait décider d'instituer le Fonds et créer un organe compétent pour rédiger ses statuts. L'Institution du Fonds spécial ne résoudrait naturellement pas le problème du développement économique, mais il répondrait au moins à un besoin impérieux et constituerait la base sur laquelle pourrait s'élever un édifice solide et stable.

La séance est levée à 18 h. 10.